

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 06/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)**

Terre Plein de Mourepiane  
Porte 4 - CS 40034  
13016 Marseille

Références : D-2024-1463

Code AIOT : 0006404176

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient afin de procéder au récolement de l'arrêté n°2024-108MD du 4 juin 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE pour l'exploitation de la Forme 10 située à Marseille (13016). Elle a été réalisée de façon inopinée en présence du parquet de Marseille.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)

- Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006404176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein des formes 8 et 9 des bassins Est du GPM.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Amende	
4	Stockage de peinture	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Amende	
5	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Amende	
6	Propreté	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite réalisée de façon inopinée avec la présence du parquet de Marseille et du Vice-procureur de la République, porte sur la vérification des dispositions rappelées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 juin 2024. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre toutes les actions nécessaires au retour à la conformité concernant notamment :

- la détection incendie (absence de mise en place de système adapté de détection d'incendie avec alarme au sein des conteneurs de stockage de peinture)
- le stockage de peinture (constats de présence de pots de peinture non stockés sur rétention ou dans les conteneurs dédiés)
- les rétentions (constats de présence d'autres produits s'apparentant à des résidus

d'hydrocarbures stockés hors rétention),

- la présence de stockage de déchets mis dans des bigbags, posés directement au sol.

Par ailleurs, les aires de carénage ne sont pas matérialisées ainsi que les opérations de nettoyage des formes de radoub doivent faire l'objet de procédure de validation du nettoyage détaillée avec une acceptation préalable avant la réouverture des portes-écluse.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li><li>• de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus des formes [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  La CNM indique que la forme 8 est restée en eau de mi-juin à fin août, et qu'aucune activité n'a été réalisée en forme 9 durant l'été justifiant l'absence de surveillance de ses rejets aqueux sur cette période. Lors des dernières campagnes de mai et juin 2024, la liste des paramètres recherchés lors de la surveillance est conforme à celle de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (AM 2930E) et de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2023. Des dépassements sur l'azote global (supérieur à x5/VLE - Valeurs Limites d'Emission) en juin 2024 et en cuivre (inférieur à x3/VLE) en mai sont constatés en référence aux VLE définies dans les arrêtés sus-cités. Des anomalies en pH (atteignant ponctuellement 2,4) sont également relevées. Par ailleurs, la surveillance ne mesure aucun débit du rejet ni aucun flux des paramètres en mai, pour une mesure réalisée sur 24h. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les dépassements mis en évidence par le passé mais indique qu'il s'assurera de l'entretien de la station de traitement temporaire (y compris changement des charbons actifs si nécessaire) jusqu'à la mise en service des installations de collecte et de traitement des eaux mises en œuvre par le GPMM. La livraison de ces stations est prévue d'ici novembre 2024 pour la forme 9 et à l'été 2025 pour la forme 8.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'apporter une vigilance particulière sur les rejets de l'installation en assurant la maintenance de la station de traitement temporaire des effluents quand bien même celle-ci est vouée à être mise à l'arrêt une fois les stations permanentes livrées. En cas de dépassement des VLE lors des futurs prélèvements, toutes les mesures devront être prises afin de permettre un retour à la conformité.

L'exploitant devra systématiquement transmettre les résultats du suivi à l'inspection à réception tant que les informations du compte GIDAF ne sont pas mises à jour.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de s'assurer de la qualité des livrables du suivi de la qualité des eaux résiduaires (Le bilan des résultats d'analyse du laboratoire en annexe du rapport de janvier 2024 des formes 8 et 9 concerne les résultats de la forme 10. En mai 2024 les VLE ne sont pas reportées, ne faisant pas apparaître les dépassements en azote et en cuivre, et enfin le débit n'est pas relevé pour un prélèvement en 24h, les flux ne sont pas calculés). Il est notamment important que les mesures soient effectuées dans des conditions conformes avec les normes et méthodes de prélèvement afin d'avoir une vision réaliste de la gestion des effluents.

Enfin l'inspection va proposer de surveiller le paramètre Tributylétain (TBT) selon une fréquence semestrielle, afin de s'assurer que cette substance autrefois présente dans les peintures antifouling et interdite depuis la fin des années 80 pour les bateaux en provenance de l'Union européenne n'est pas mise en évidence dans les rejets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

##### **Prescription contrôlée :**

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
- de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en réalisant une mesure en continu des paramètres, débit, température et pH pour ce qui concerne les rejets issus des formes de radoub 8 et 9

[...]

##### **Constats :**

Lors des dernières campagnes de mai et juin 2024, les fréquences de surveillance des différents paramètres sont conformes aux arrêtés sus-cités.

En outre, pour la mesure du mois de juin 2024, la mesure des débit, température et pH est réalisée en continu lors des périodes de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Détection incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>de respecter les dispositions de l'article 2.8.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en installant un système de détection de fumées adapté aux conteneurs de stockage de peinture, et en procédant à sa vérification semestrielle</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les systèmes de détection incendie des conteneurs de stockage de peinture étaient défectueux (déboîtés) lors de la visite d'inspection et aucun dispositif de report d'alarme n'a à ce jour été mis en place.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments techniques relatifs au dispositif d'alarme incendie, mais a indiqué attendre des garanties de la part du fournisseur, notamment concernant la transmission des données en mode wifi, et s'interroge sur la fiabilité des dispositifs de report d'alarme. Un bon de commande été transmis en date du 10/10/2024 à l'inspection pour la mise en place de caméras thermiques.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure ne sont pas respectées lors de cette visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

#### N° 4 : Stockage de peinture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs dédiés et disposant de rétentions correctement dimensionnées, et en disposant d'un registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée</p>

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la visite que de nombreux pots de peintures étaient stockés à l'extérieur, en dehors des conteneurs dédiés avec rétentions. Des pots de peinture ont été trouvés au bord du quai de la forme 9 ou au niveau de la chaîne d'ancrage déployée en fond de la forme de radoubs, laissés ouverts sans activité humaine relevée (hors encours).</p> <p>En outre les systèmes de détection incendie des conteneurs de stockage de peinture étaient défaillants (déboîtés) et aucun dispositif de report d'alarme n'a à ce jour été mis en place.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments techniques relatifs au dispositif d'alarme incendie, mais a indiqué attendre des garanties de la part du fournisseur, et s'interroge sur les dispositifs de report d'alarme. Un bon de commande a été transmis en date du 10/10/2024 à l'inspection pour la mise en place de caméras thermiques.</p> <p>L'exploitant a transmis des captures d'écran du registre mis en place permettant de connaître les mouvements (entrées - sorties) en termes de stockage de peinture. Celui-ci n'a pas été consulté par l'inspection le jour de la visite.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure ne sont pas respectées lors de cette visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

#### N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 4.11.I de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en procédant au stockage de la totalité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un bon de commande relatif à l'achat d'équipements de rétention mais a précisé lors de la visite que ceux-ci n'ont pas été livrés à ce jour.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence de palettes de pots de peintures et des cuves (type GRV) contenant des produits susceptibles de créer des pollutions, stockés sans rétention.</p>

L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure ne sont pas respectées lors de cette visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

#### N° 6 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> <li>• de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en maintenant le site propre, notamment aux abords du milieu naturel et des réseaux s'y rejetant directement, et en s'assurant que les dispositifs de stockage de déchets ne présentent pas de risque de débordement ou d'envols</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre des nettoyages a été communiqué par l'exploitant préalablement à la visite. Sur place, il a été constaté la présence de quelques déchets disséminés, notamment des big-bags de DIB posés directement au sol, en dehors des containers présents sur le site.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont partiellement respectées lors de cette visite.</p> <p>Des opérations de nettoyages (balayage) en fond de forme 9 étaient en cours lors de la visite d'inspection, préalablement à la remise en eau.</p> <p>Des marques de peinture semblent indiquer que des opérations ont été réalisées au droit des avaloirs d'eau au fond de la forme. Quand bien même ceux-ci sont reliés au système de traitement des eaux, il est recommandé de ne pas réaliser ces opérations au droit de ces dispositifs.</p> <p>L'inspection des installations classées demande que l'exploitant justifie du nettoyage de ces traces avant remise en eau de la forme de radoub.</p> <p>Par mail du 18/06/2024, l'exploitant a indiqué mettre en place des « rondes environnementales » à quai et en fond de forme permettant de s'assurer de l'absence de risques de déversement ou de dispersion de déchets solides ou liquides (tout manquement aux obligations de l'article 3.4 de l'AM du 12 mai 2020 fera l'objet d'une fiche d'écart interne et d'un plan d'actions adéquat).» Ces visites, si elles ont eu lieu, ne sont pas consignées dans un registre.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant est en train d'aménager une aire d'activité au sud de la forme 8 dont la livraison est prévue en début d'année 2025. Cette aire est destinée aux travaux de carénage et</p>



de peinture et une zone dédiée au stockage des peintures est également prévue.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure permettant de tracer les rondes environnementales et les actions engagées lors de ces visites.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure permettant de s'assurer que le nettoyage du fond de forme a été correctement réalisé et validé avant sa remise en eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois